

A quand une Europe garantie sans conservateurs ?

18 mars 2014 |

« *Les droits des femmes doivent être mis à l'agenda politique européen* », réclament **Marie-Noëlle Bas** (Chiennes de garde), **Magali De Haas** (Osez le féminisme), **Sabine Salmon** (Femmes Solidaires), **Annie Sugier** (Ligue du droit international des femmes)... après le récent rejet par le Parlement de l'Union d'un rapport sur l'égalité salariale. A quelques semaines des élections des députés de l'UE, elles proposent d'en faire « *un enjeu significatif du vote* »

Pour la deuxième fois en quelques mois, le Parlement européen a rejeté un texte qui visait à faire avancer l'égalité femmes - hommes en Europe. Les conservateurs, une fois de plus, se sont mobilisés contre l'égalité salariale, la lutte contre les stéréotypes sexistes ou l'accès des femmes aux responsabilités. Comme à leur habitude et prenant modèle sur leurs collègues américains, ils mènent en Europe un combat systématique contre les femmes au détriment de leur liberté et de leur émancipation. Plus étonnant, ils ont pu compter sur des députés s'affirmant progressistes pour s'abstenir et ainsi permettre le rejet du texte.

Ce rejet n'est pas un épisode isolé, il s'inscrit dans une série de reculs et de remises en cause des droits des femmes en Europe. Que l'on aborde la question de la contraception et de l'avortement, que l'on parle de permettre aux femmes d'accéder aux responsabilités ou encore de l'égalité des salaires, on se heurte à un mur de conservatisme qui freine n'importe quelle avancée, même minime. Pendant que l'Europe stagne, l'Espagne, la Lituanie ou la Macédoine font reculer le droit à l'avortement, pourtant clé de voute de la liberté des femmes et de l'égalité entre les sexes.

Que se passe-t-il dans les têtes de ces parlementaires ? Sont-ils, hommes et femmes, satisfaits des 18% d'écart de salaire ? Sont-ils contents de constater que les femmes européennes ne sont que 25% dans les parlements nationaux ? Que parmi les 27 gouverneurs des Banques centrales, on ne compte aucune femme et qu'elles représentent par ailleurs 70% des travailleurs pauvres ? Qu'elles assument 2/3 des heures de travail pour ne toucher que 10% des revenus ? Qu'elles soient 62 millions victimes de violences physiques et sexuelles ? Est-ce cette Europe à laquelle nous aspirons et que nous souhaitons laisser aux générations futures ?

La responsabilité de la droite dans ces reculs est majeure. Celle des partis progressistes, qui n'ont pas réussi à mobiliser suffisamment ou qui se sont divisés, doit également nous interroger. Les quelques féministes qui se battent depuis longtemps dans ces organisations politiques le savent : l'égalité femmes - hommes, tout le monde est pour... mais ce n'est jamais la priorité ni le bon moment.

Quand les dirigeants de l'UE comprendront-ils qu'il ne sera pas possible de construire l'Europe sans les femmes et sans faire de leurs droits un automatisme des politiques publiques ? Tant que la moitié de la population sera victime de discriminations, d'inégalités et de violences, il ne sera pas possible de construire une Europe de justice et une Europe de paix.

Il ne s'agit pas uniquement des femmes elles-mêmes ou de leurs droits : c'est une vision de l'Europe que nous voulons porter. Continuera-t-elle à se construire indépendamment des

intérêts de celles et ceux qui la constituent ? Continuera-t-elle à être l'objet de quelques individus blancs, aisés, vieillissants et déconnectés de la réalité des peuples qui depuis Bruxelles décident de l'avenir de millions de personnes, créent des normes dans de multiples domaines, mais relèguent aux Etats le droit de régir les libertés des femmes ?

Les droits des femmes doivent être mis à l'agenda politique européen. Les élections européennes seront une occasion à saisir pour porter ce débat sur la scène européenne, d'en faire un enjeu significatif du vote et d'envoyer un signal clair aux institutions européennes : l'Europe ne se fera pas sans les femmes et ne se fera pas sans l'égalité.

Marie-Noëlle Bas, présidente des Chiennes de garde

Marie Cervetti, directrice du FIT, une femme, un toit

[Caroline De Haas](#), militante féministe

Magali De Haas, Osez le féminisme

Monique Dental, réseau féministe Ruptures

Anne-Cécile Mailfert, Osez le féminisme

Françoise Morvan, Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes

Marie-Christine Lecomte, vice-présidente de Libres MarianneS

Françoise Picq, Association nationale des Etudes Féministes

Sabine Salmon, présidente de Femmes Solidaires

[Martine Storti](#), présidente de féminisme et géopolitique

Annie Sugier, présidente de la Ligue du Droit International des Femmes